

# CONDITIONS GENERALES DE VENTE (CGV)

## Consommateurs et professionnels

### 1. Préambule, définitions et présentation

#### **Client :**

Personne morale ou physique bénéficiaire d'Emilie LURET. Le client peut être un consommateur ou un professionnel.

#### **Prestataire/vendeur :**

Les soins d'Emilie, entreprise individuelle, représentée par Emilie LURET, dont le siège social est sis 43 rue Vincent Scotto à TOULON 83000, immatriculée au RCS de Toulon sous le n° A 528 230 121.

#### **Service :**

Sont considérés comme services les prestations suivantes:

- Esthétique : épilations, soins du visage, soins corps, soins des mains et des pieds, cils et sourcils, cure détox...
- Massages bien-être.

#### **Conditions générales de vente :**

Conditions qui régissent les relations entre les parties dans le cadre de la signature du contrat et de l'exécution de la prestation. Les CGV constituent avec les commandes, les documents contractuels opposables aux parties, à l'exclusion de tout autre document, prospectus, ou autres qui n'ont qu'une valeur indicative.

Chaque fois que le client fait appel aux services du prestataire, il est réputé connaître et accepter les présentes conditions générales de vente sans réserve. Il déclare avoir la capacité légale de contracter et de s'engager.

Les conditions générales de vente sont accessibles sur le **site internet** du prestataire et  **systématiquement transmises préalablement à la commande pour les clients consommateurs et sur demande pour les professionnels**. Les conditions générales applicables sont celles en vigueur au jour de la passation de la commande ou de la signature du contrat.

### 2. Devis – contrat - commande –prix

Les conditions générales de vente sont remises préalablement à un achat immédiat, à la passation de commande ou à la signature d'un contrat.

#### **2.1 Devis**

Les prestations de services pour les entreprises ainsi que pour les groupes font l'objet d'un devis estimatif détaillé et personnalisé remis ou envoyé (par email ou lettre simple) au client. Le devis

mentionne les caractéristiques essentielles de prestations à titre précontractuel au sens de l'article 1112-1 du code civil.

Le devis a une durée de **validité de 1 mois** à compter de sa date.

Les CGV sont remises au client lors de l'établissement du devis.

## **2.2 Contrat/bons cadeau :**

### **2.2.1 Carte cadeau :**

La carte cadeau peut contenir une ou plusieurs prestations des soins d'Emilie. Le contenu de la carte cadeau est déterminé lors de la commande.

La commande de la carte se réalise par tout ordre portant sur les prestations figurant sur les tarifs du vendeur, et accepté par lui, accompagné du paiement total prévu sur la carte cadeau. Toute commande parvenue au vendeur est réputée ferme et définitive.

La carte cadeau a une durée de validité de 4 mois. Les prestations ne seront plus assurées passé ce délai et le client perdra le montant de la carte cadeau.

### **2.2.2 Contrat :**

Un contrat peut être remis et signé pour toute prestation avec un professionnel.

Un descriptif de la prestation sera fourni au client à cette occasion.

Les présentes conditions générales de vente sont remises au client lors de la communication du contrat.

## **2.3. Commande**

La commande peut être passée par mail, courrier ou par téléphone.

La commande est définitive dès lors que le client a validé le devis/contrat/bon cadeau/rendez-vous.

La commande donne lieu au versement d'un **acompte de 30% maximum** lors de la conclusion du devis ou du contrat.

Cet acompte ne peut être qualifié d'arrhes au sens de l'article 1590 du code civil et L214-1 du code de la consommation, la commande engageant définitivement les parties.

Sans préjudice de son éventuel droit de rétractation, le client sera définitivement engagé par la signature du devis ou par son acceptation sans réserve par mail.

Le prestataire ne sera tenu du commencement d'exécution de sa prestation qu'à dater de la réception de l'acompte. Les prix indiqués dans l'offre ne visent que la réalisation des services qui y sont décrits, à l'exclusion de toute autre prestation.

## **2.4 Tarifs**

Les prix des prestations de service sont affichés en magasin et sur le site internet pour les particuliers. Cependant, pour toutes prestations complexes ou multiples, un devis personnalisé sera établi.

En cas d'intervention au sein d'une entreprise, les prix seront déterminés en fonction du nombre de prestations, du temps passé et de la diversité des prestations.

Toute modification ultérieure demandée par le client sera facturée suivant un nouveau devis ou un avenant au contrat.

Les **tarifs sont entendus en euros et HT**. La TVA n'est pas applicable (art. 293B du CGI).

Les **frais de déplacement** sont calculés selon le barème légal dès lors que le déplacement se fait à plus de 5 km du siège social sis 43 rue Vincent Scotto à TOULON 83000.

Les **frais de séjour** éventuels ou réservations de salle seront calculés sur justificatif de facture.

#### 2.4.1 Carte de fidélité :

Une carte de fidélité peut être établie à la demande du client. Elle sera valable pendant un an à compter de la dernière réalisation de la dernière prestation. En cas d'établissement de carte de fidélité, une remise de 10% sera effectuée sur la réalisation de la 10ème prestation dans le cadre de sa durée de validité.

#### 2.4.2 Abonnement :

L'abonnement se fait sur différentes prestations prévues à 5 reprises en fonction du tarif domicile ou cabinet. Le règlement de l'abonnement s'effectue au moment de la commande sur la totalité du prix. Une remise de **15%** s'applique sur le tarif habituel.

### 3. Conditions de règlement

#### 3.1 Règlement des acomptes et factures

Les acomptes et factures sont payables par chèque, espèces ou virement bancaire au crédit du compte d'Emilie Luret :

Titulaire compte

Banque

Domiciliation Centre-Loire

RIB

IBAN

SWIFT/BIC

Émilie Luret

Caisse Épargne

Centre-Loire

FR7614505000020800208714276

CEPAFRPP450

Le paiement de l'acompte est exigé lors de la passation de la commande pour les entreprises ou pour une prestation de groupe afin de commencer l'exécution de la prestation.

La facture est émise lors de la livraison de la prestation. Le solde du prix est payable au comptant, au jour de la réception de la facture.

#### 3.2 Escompte

Aucun escompte ne sera accordé par le prestataire en cas de paiement anticipé de la facture par le client (paiement comptant ou dans un délai inférieur à celui stipulé dans les CGV).

#### 3.3 Indemnité forfaitaire

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement, conformément à l'article 121-II de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012 est **fixée à 40€** par le décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012. Elle sera exigible dès le premier jour de dépassement de la date de règlement précisé sur le devis.

#### 3.4 Intérêts de retard

En cas de retard de règlement, les sommes échues porteront intérêts à un taux conventionnel égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à son opération de financement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage : article L441-6 I du code de commerce.

### 3.5 Clause pénale

Le défaut de paiement à l'échéance fixée entrainera de plein droit, après mise en demeure restée vaine d'avoir à exécuter sous huit jours, l'exigibilité à titre de clause pénale d'une indemnité égale à **20% des sommes dues**, sans préjudice des intérêts conventionnels.

## 4. Rétractation – résiliation unilatérale et indemnité de dédit

### 4.1 Délai de rétractation du professionnel

Lorsque le client est un professionnel passant commande dans le cadre et pour les besoins de sa profession, il ne bénéficie pas du droit de rétractation de **14 jours** prévu par le code de la consommation sauf dans les conditions cumulatives suivantes prévues par l'article L121-16-1 du code de la consommation :

- Lorsque le contrat est conclu hors établissement,
- Lorsque l'objet du contrat n'entre pas dans le champ d'activité principale de l'entreprise,
- Lorsque le nombre de salariés de l'entreprise est inférieur ou égal à **5**.

Lorsque ces conditions sont remplies, le client professionnel dispose d'un délai de rétractation de **14 jours** courant à compter de la signature du devis ou du contrat de prestation de services.

Toutefois, si le client demande l'exécution immédiate de la prestation avant l'expiration du délai de rétractation, puis exerce sa faculté de rétractation, il devra au prestataire les sommes correspondant au prorata de l'exécution du contrat ou la totalité en cas d'exécution totale conformément à l'article 221-28 du code de la consommation.

Lorsque le client justifie de la réunion des conditions du droit de rétractation, Il devra faire connaître sa volonté de se rétracter par **lettre recommandée avec accusé de réception** adressé dans le délai de rétractation à Emilie LURET, 43 rue Vincent Scotto à TOULON 83000, en mentionnant ses coordonnées complètes (nom, adresse postale, e-mail et numéro de téléphone) ainsi que le numéro de devis ou les références du contrat de prestations de services.

### 4.2 Droit de rétractation délai de 14 jours pour le consommateur

Le consommateur est défini selon le code de la consommation comme toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité artisanale, commerciale, industrielle ou libérale.

Le consommateur dispose d'un délai de **14 jours** pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision selon l'article L221-18 du code de la consommation.

Ce délai court à compter de la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services.

Lorsque le client justifie de la réunion des conditions du droit de rétractation, Il devra faire connaître sa volonté de se rétracter par **lettre recommandée avec accusé de réception** adressé dans le délai de

rétractation à Emilie LURET, 43 rue Vincent Scotto à TOULON 83000 en mentionnant ses coordonnées complètes (nom, adresse postale, e-mail et numéro de téléphone) ainsi que le numéro de devis ou les références du contrat de prestations de services.

Toutefois, si le client demande l'exécution immédiate de la prestation avant l'expiration du délai de rétractation, puis exerce sa faculté de rétractation, il devra au prestataire les sommes correspondant au prorata de l'exécution du contrat ou la totalité en cas d'exécution totale.

Lorsque le client est un consommateur au sens de l'article liminaire du code de la consommation, il ne bénéficie pas du droit de rétractation, susceptible d'être notifié sans motif dans les quatorze jours de la fourniture de service, dès lors qu'il n'a pas passé commande à distance (internet, catalogue, téléphone, téléachat, SMS) ou qu'une des exceptions au droit de rétractation prévu par l'article L 221-28 du code de la consommation est applicable.

#### **4.3 Droit de résiliation par le prestataire**

Le prestataire se réserve le droit de mettre fin au contrat de façon unilatérale en réclamant les honoraires dus pour le travail réalisé jusqu'à cette rupture si le prestataire ne peut répondre, par sa créativité propre, à la nouvelle demande du client.

Le prestataire se réserve le droit de refuser d'honorer une commande d'un client qui n'aurait pas réglé totalement ou partiellement une commande précédente ou avec lequel un litige de paiement serait en cours.

Le prestataire peut interrompre une commande d'un client qui aurait eu à l'égard du prestataire des actes ou des propos discriminants, raciaux ou injurieux. Il pourra demander la totalité de la somme restante due pour le contrat interrompu du fait de la faute du client et se réservera le droit de demander des dommages et intérêts pour le préjudice subi.

#### **4.4 Résiliation unilatérale et indemnité de dédit en cas de résiliation par le client :**

Si le client renonce aux services d'Emilie LURET au cours de la mise en œuvre de sa prestation en dehors du délai de rétractation, et qu'aucune faute grave du prestataire n'est établie, le client sera redevable de la facture qui correspond au travail effectué et des moyens mis en œuvre au stade de cette rupture du contrat/commande. Dans tous les cas, une indemnité forfaitaire de dédommagement égale à 30% de la commande sera réclamée.

## **5. Obligations des parties**

### **5.1 Obligations du prestataire**

Emilie LURET pratique des soins de beauté.

Aucun diagnostic d'ordre médical n'est effectué, la prestation intervenant en dehors de tout champ médical.

Les soins de beauté consistent à :

- Réaliser des soins adaptés aux types de peaux de chaque client et à choisir des produits adaptés
- Donner des conseils de beauté et proposer des produits cosmétiques, d'hygiène corporelle et de parfumerie en expliquant les avantages de ces produits.

- Réaliser des modelages ou massages relaxants, tonifiant...

Conformément à la législation en vigueur, les massages bien-être et soins pratiqués par Emilie LURET ne s'apparentent en rien, ni dans les contenus ni dans les objectifs, à la pratique de la masso kinésithérapie, ainsi qu'à toute pratique médicale ou thérapeutique. Il s'agit de techniques manuelles de bien-être et de relaxation uniquement.

Sont également exclues de l'activité d'Emilie LURET toutes prestations à caractère érotique ou sexuel. Tout comportement déplacé envers Emilie LURET pourra faire l'objet de poursuite judiciaire.

Emilie Luret est diplômée de l'IFPM de Nanterre pour les soins esthétiques, HES EDC SPA à Valence ainsi que toutes les marques avec lesquelles, elle a pu être formée ; notamment par Mr Monnier Jacques, Amsallem Gil, Mme Duchayne Johanna, la CMA de la valette, le centre VITAESPHERE.

Le prestataire s'engage à faire diligence afin de donner satisfaction au client dans le cadre de l'exécution d'une obligation de moyens. Emilie LURET mettra tout en œuvre pour offrir à ses clients une **haute qualité de services**.

#### 5.1.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du contrat, qui dépendent de la réactivité et de la disponibilité des parties prenantes, de la complexité des prestations, sont communiqués à titre indicatif et ne donnent lieu à aucune indemnité en cas de dépassement.

Emilie LURET ne pourra être tenue responsable en cas de dépassement des délais imputables au client, à des tiers ou en cas de force majeure.

#### 5.1.2 Exécution de la prestation

Les prestations proposées par Emilie LURET sont disponibles sur le site internet [www.lessoinsdemilie.com](http://www.lessoinsdemilie.com).

Emilie LURET n'intervient que sur rendez-vous **en cabinet**, au domicile du client, en milieu professionnel, au sein des institutions ou dans tous lieux recevant du public (cadres événementiels, salons, congrès...)

Le prestataire est en droit de faire exécuter les services proposés par tout collaborateur ou sous-traitant de son choix, sous sa responsabilité de droit commun.

Le prestataire se réserve le droit d'honorer une commande d'un client qui n'aurait pas réglé l'acompte demandé en début de mission. Il peut également stopper l'exécution de sa mission en vertu du principe d'exception d'inexécution sans l'envoi d'une mise en demeure préalable.

### 5.2 Obligations du client

Le client reconnaît avoir reçu du prestataire toutes les informations et conseils nécessaires en vue de contracter en connaissance de cause. Ainsi, les choix effectués par le client lors de la commande, ainsi qu'éventuellement par la suite, ont été effectués sous son entière responsabilité.

#### 5.2.1 Conditions d'accueil :

Le client qui reçoit à domicile Emilie LURET pour l'exécution d'une prestation devra :

- Mettre à disposition un espace de 6m<sup>2</sup> en cas de massage assis et 8m<sup>2</sup> pour toute autre prestation

- Garantir un espace de calme, d'hygiène et de sécurité et de confidentialité compatible avec les prestations données par Emilie LURET.
- Mettre à disposition d'Emilie LURET ex : d'une prise électrique, un point d'eau, des serviettes, d'un espace lumineux qui peut être tamisé...

Les Conditions d'accueil d'Emilie LURET au sein des entreprises qui demandent son intervention seront définies par contrat en fonction des prestations choisies. Des conditions minimum de calme, d'espace, d'hygiène, de sécurité et de confidentialité seront exigées.

Si les conditions d'accueil ci-dessus stipulées ou toute autre condition prévues par contrat ne sont pas remplies, alors qu'Emilie LURET s'est déplacée, elle pourra stopper immédiatement l'exécution de sa mission en vertu du principe d'exception d'inexécution sans l'envoi d'une mise en demeure préalable. Sans préjudice des droits à dommages et intérêts d'Emilie LURET, Le client se verra alors facturer et devra régler les frais de déplacement, la prestation à hauteur de son exécution ainsi qu'une indemnité forfaitaire égale à 30% du prix total du service.

#### 5.2.2 Information sur l'état de santé du client:

Le client s'engage à communiquer dans les meilleurs délais au prestataire tous documents, informations, renseignements nécessaires à la réalisation des soins de beauté et de bien être.

A ce titre, il devra informer Emilie LURET d'un état de grossesse, d'allergies ou de tout problème médical susceptible d'être incompatible avec un soin de beauté (problèmes de peau, maladie particulière...).

Aux vues de ces informations Emilie LURET se réserve le droit de refuser l'exécution de la prestation sans qu'aucune responsabilité ne puisse lui être imputée.

En cas d'omission de communication par le client d'informations sur son état de grossesse ou sur son état médical, Emilie LURET ne pourra être tenue responsable des incidents liés à la fragilité du client pouvant intervenir en cours ou suite au soin de bien-être.

Toutes les informations communiquées resteront confidentielles et ne pourront être utilisées qu'en vue de la réalisation de ladite mission confiée par le client.

#### 6. Clause résolutoire

En cas d'inexécution du client de ses obligations et après mise en demeure restée infructueuse pendant **15 jours**, sans préjudice de l'article 1184 du code civil, le prestataire se réserve le droit de résoudre le contrat, sans préjudice de ses droits à dommages et intérêts, forfaitairement fixés à **50% du prix total du service**.

Cet article ne s'applique pas en cas de force majeure notifiée par la partie qui s'en prévaut par lettre recommandée dans les huit jours de sa survenance.

#### 7. Clause limitative de responsabilité

Le prestataire n'est tenu que d'une obligation de moyen dans l'exercice de ses missions d'accompagnement.

La responsabilité tant contractuelle qu'extracontractuelle du prestataire pour tout dommage matériel ou immatériel (exemple : dommage moral, perte de clientèle,...) causés au client est limitée au montant de la garantie de l'assureur responsabilité civile professionnelle du prestataire en tenant compte de l'éventuelle franchise opposable au client.

En cas de faute dans l'exécution du contrat engageant la responsabilité du prestataire, sa responsabilité est limitée au montant des prix des services facturés ou à facturer ainsi qu'au dommage prévisible, direct, personnel et certain, à l'exception des dommages indirects, immatériels tels que notamment, les dépenses supplémentaires, la perte de bénéfices, etc.

## **8. Assurance**

Le prestataire a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle sous le **numéro 183010418 S 001**. Une copie de la police peut être fournie au client sur simple demande.

## **9. Protection des données**

### **9.1 Définitions**

#### **Données à caractère personnel :**

Toute information se rapportant à une personne physique (dite personne concernée) identifiée ou identifiable (personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale).

#### **Données sensibles :**

Toutes données révélant l'origine prétendument raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale des personnes, les données génétiques et biométriques, les données concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle des personnes, les données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions, ainsi que du numéro d'identification national unique (NIR ou numéro de sécurité sociale).

#### **Consentement de la personne concernée :**

Toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

#### **Finalité :**

Objectif poursuivi par la mise en place du traitement (exemple : recrutement, gestion du dossier, facturation...)

#### **Destinataire :**

Personne physique ou morale qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non de tiers.

#### **Responsable du traitement :**

Personne physique ou morale qui seul ou conjointement avec d'autres détermine les moyens et finalités du traitement.

#### **Sous traitant :**

Personne physique ou morale qui traite les données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

#### **Tiers :**

Personne physique ou morale (autre que la personne concernée par le traitement de données, le responsable du traitement et le sous traitant) qui, placée sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant sont autorisées à traiter les données à caractère personnel.

#### **Traitement :**

Toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliqué à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

#### **9.2 : Traitement des données :**

Les présentes dispositions respectent et protègent les données conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés complétées par la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

##### 9.2-1 : Responsable du traitement

Le responsable du traitement des données personnelles du client est Emilie LURET.

#### **Coordonnées :**

Email : [lessoinsdemilie@gmail.com](mailto:lessoinsdemilie@gmail.com)

Adresse : 43 rue Vincent Scotti 83000 Toulon

Tél. : 0685041340

##### 9.2-2 : Collecte des données et finalités

Les données à caractère personnel communiquées à Emilie Luret sont traitées par elle pour la gestion de sa clientèle, ce qui comprend la gestion des relations précontractuelles et contractuelles de cette dernière et de l'information de celle-ci à des fins de prospection commerciales (marketing direct).

La gestion des relations contractuelles comprend :

- L'exécution de la **mission** telle que définie dans les contrats ou devis ;
- Le suivi des **commandes** ;
- La **facturation** (paiement des acomptes et des factures) ;
- La gestion des **réclamations/litiges** ;
- La gestion des cartes cadeaux
- La gestion des abonnements

Dans certains cas, Emilie LURET peut être amenée à demander le consentement aux internautes de laisser leurs coordonnées personnelles, notamment les adresses électroniques et/ou physiques.

Ces informations pourront donner lieu à un traitement informatique aux fins de publipostage [envoi de messages promotionnels, d'informations, newsletter, etc.] par Emilie LURET.

En cas d'acceptation par la validation de la case correspondant à l'utilisation souhaitée, Emilie LURET se réserve le droit d'adresser des publipostages à l'utilisateur pour lui proposer des informations, des offres émanant uniquement d'elle.

Emilie LURET est également amenée à traiter les données à caractère personnelle pour répondre aux obligations légales :

- **Tenue et conservation de la comptabilité et de la fiscalité.**

#### 9.2-3 : Type de données collectées

En respect du principe de minimisation, seules les données strictement nécessaires à la finalité du traitement seront collectées.

- **Données d'identification** : civilité, nom, prénom, numéro de Siret, de TVA intra-communautaire, extrait Kbis, date de naissance et le cas échéant, une pièce d'identité.
- **Données de contact** : adresse postale et électronique, numéro de téléphone, nom du représentant de la société et de la personne contact dans l'entreprise (et coordonnées).
- **Données relatives aux interactions entre le client et le prestataire** : compte-rendu de contact, entretiens téléphoniques, courriers électroniques, entrevues, pages sur les réseaux, site internet, dossiers, formulaires/questionnaires à remplir.
- **Données relatives au traitement des courriels et communications** qui vous sont adressés, tels que la date, l'heure de réception des courriels, de leur ouverture, ainsi que les informations concernant vos interactions avec le contenu transmis.
- **Toute autre information donnée spontanément** par le client.

#### 9.2-4 : Conservation des données

Emilie LURET conserve les données personnelles le temps nécessaire à la relation contractuelle et pour faciliter le suivi et les commandes ultérieures.

Elles sont conservées deux ans après la relation contractuelle.

Les abonnements/carte de fidélité sont conservés un an après la dernière prestation.

Pour l'envoi des newsletters ou de publipostages, les données sont conservées le temps de la relation commerciale ou de la durée du consentement.

Après ces périodes, les données seront supprimées ou anonymisées sauf pour répondre à une obligation légale ou à une obligation de conservation des documents comptables, notamment pour la facturation.

Pour la facturation, les données seront conservées 10 ans. (Les données conservées lors de la facturation, du recouvrement et de l'archivage des factures sont les : nom, prénom, adresse de facturation.)

Les contrats sont conservés 5 ans.

#### 9.2-5 : Sécurité des données

Emilie LURET s'engage à mettre en œuvre des mesures de sécurité organisationnelles, techniques (logiciel, mots de passe, identifiant, sauvegardes, antivirus....) et physiques (limitation du nombre d'accès, mise sous clés...) pour protéger les données personnelles contre toute perte, accès non autorisé, divulgation ou altération.

### 9.2-6 : Transmission des données personnelles

Elles peuvent être transmises :

- **A des sous-traitants ou tiers**, lorsqu'une telle communication est nécessaire à la gestion ou au traitement de la commande (formations ou ateliers) ou à un traitement informatique aux fins de publipostage.

- **Aux services de police et de justice, au médiateur ainsi qu'à la compagnie d'assurance** de Emilie LURET, en cas de litige, de violation contractuelle ou de violation d'une obligation légale ou réglementaire.

- **Aux autorités administratives, judiciaires, avocats et plus généralement aux organismes publics** dans le cadre du respect des obligations légales du prestataire, ou pour lui permettre d'assurer la défense de ses droits et intérêts.

Emilie LURET s'interdit de traiter, d'héberger ou de transférer les informations collectées sur ses clients vers un pays situé en dehors de l'Union Européenne ou reconnu comme « non adéquat » par la Commission Européenne sans en informer préalablement le client.

Pour autant, Emilie LURET reste libre du choix de ses sous-traitants techniques et commerciaux à la condition qu'ils présentent les garanties suffisantes au regard des exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD : n°2016-679). Emilie LURET s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment qu'elles ne soient pas communiquées à des personnes non autorisées.

Cependant, si un incident impactant l'intégrité ou la confidentialité des informations du client est portée à la connaissance de Emilie LURET celle-ci devra dans les meilleurs délais informer le client et lui communiquer les mesures de corrections prises.

Par ailleurs, Emilie LURET ne collecte aucunes « données sensibles ». Les données personnelles de l'utilisateur peuvent être traitées par des sous-traitants (prestataires de services), exclusivement afin de réaliser les finalités de la présente politique. Dans la limite de leurs attributions respectives et pour les finalités rappelées ci-dessus, les principales personnes susceptibles d'avoir accès aux données des utilisateurs d'Emilie LURET sont principalement les agents de notre service client.

### 9.2-7 : Droit des personnes concernées

En vertu de la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, les personnes concernées (utilisateurs) par le traitement des données personnelles disposent des droits suivants :

**Droit d'accès** (article 15 RGPD), **de rectification** (article 16 RGPD), de mise à jour et de complétude des données des utilisateurs. Les personnes concernées ont le droit d'obtenir de Emilie LURET des informations relatives au traitement des données personnelles les concernant ainsi que la confirmation que leurs données personnelles sont ou ne sont pas traitées. Lorsqu'elles le sont, ils peuvent demander l'accès aux dites données ainsi que les informations relatives aux finalités du traitement. Elles peuvent demander la rectification de leurs données personnelles qu'elles jugent inexacts. Il sera fait droit à leur demande si elle est légitime, dans les meilleurs délais.

**Droit de verrouillage ou d'effacement** des données des utilisateurs à caractère personnel (article 17 du RGPD), lorsqu'elles sont inexacts, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite. Les personnes concernées ont le droit

d'obtenir l'effacement de leurs données personnelles, dans les conditions prévues à l'article 17 du RGPD. Ce droit ne s'applique pas lorsque le traitement est basé sur une obligation légale.

Lorsque le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ou d'une mesure précontractuelle, Emilie LURET ne sera pas en mesure d'exécuter ledit contrat ou lesdites mesures précontractuelles en cas d'effacement.

**Droit de retirer à tout moment un consentement** (article 13-2c RGPD) Le retrait de ce consentement ne porte pas atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.

**Droit à la limitation du traitement des données des utilisateurs** (article 18 RGPD) Les utilisateurs peuvent obtenir la limitation du traitement de leurs données personnelles. Ce droit ne s'applique pas lorsque le traitement est basé sur une obligation légale.

Cependant, lorsque le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ou d'une mesure précontractuelle, Emilie LURET ne sera pas en mesure d'exécuter ledit contrat ou lesdites mesures précontractuelles en cas de limitation du traitement.

**Droit à la portabilité des données** que les utilisateurs auront fournies, lorsque ces données font l'objet de traitements automatisés fondés sur leur consentement ou sur un contrat (article 20 RGPD). Les utilisateurs ont le droit de recevoir, ou de demander l'envoi à une tierce personne, des données personnelles les concernant dont Emilie LURET est responsable, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine (art. 20 du RGPD).

**Droit d'opposition au traitement des données des utilisateurs** (article 21 RGPD) Les utilisateurs ont le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement de leurs données personnelles, dans les conditions de l'article 21 du RGPD. Ce droit ne s'applique pas lorsque le traitement est basé sur une obligation légale. Cependant, lorsque le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ou d'une mesure précontractuelle Emilie LURET ne sera pas en mesure d'exécuter ledit contrat ou lesdites mesures précontractuelles en cas d'opposition au traitement de données personnelles.

**Droit de définir le sort des données des utilisateurs après leur mort** et de choisir à qui Emilie LURET devra communiquer (ou non) ses données à un tiers qu'il aura préalablement désigné (Loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, telle que modifiée, art. 40, II). Dès que Emilie LURET a connaissance du décès d'un utilisateur et à défaut d'instructions de sa part, Emilie LURET s'engage à détruire ses données, sauf si leur conservation s'avère nécessaire à des fins probatoires ou pour répondre à une obligation légale.

Si l'utilisateur souhaite savoir comment Emilie LURET utilise ses données personnelles, demander à les rectifier ou s'opposer à leur traitement, il doit indiquer les données personnelles qu'il souhaiterait que Emilie LURET corrige, mette à jour ou supprime, en s'identifiant précisément avec une copie d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport).

Ces droits peuvent être utilisés à tout moment, gratuitement sur simple demande adressée au responsable du traitement des données dont le contact est mentionné au 10.1 (coachings)

Les utilisateurs du site Internet sont invités à faire connaître à Emilie LURET leurs remarques sur d'éventuels dysfonctionnement du site au regard des libertés individuelles, à l'une ou l'autre des adresses indiquées ci-avant.

En cas d'absence de réponse à une demande faite auprès du prestataire dans un délai d'un mois par les personnes concernées concernant l'exercice d'un ou plusieurs des droits ci-dessus mentionnés, la personne concernée a la possibilité de saisir la CNIL par courrier à l'adresse suivante :

Commission Nationale de l'informatique et des libertés - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en ligne ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

## **ART. 10 : Propriété intellectuelle**

Le prestataire reste propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur les documents techniques, produits, dessins, photographies ou tout autre contenu en vue de la réalisation de la prestation de service qu'ils soient intervenus à la demande ou non du client.

Ces droits font l'objet de protection au titre des droits d'auteur.

Le client s'interdit donc toute reproduction ou exploitation desdites documents techniques, produits, dessins, photographies ou autre contenu sans l'autorisation expresse écrite et préalable du prestataire qui peut la conditionner à une contrepartie financière. En cas de désaccord sur ce point, le client devra mentionner son refus par écrit sur le devis.

Les conseils, avis, documents et travaux écrits émanant du prestataire sont protégés par le droit de propriété intellectuelle et appartiennent exclusivement à ce dernier. Ils ne peuvent être utilisés ou reproduits par le client sans l'autorisation expresse et écrite préalable du prestataire. Toute infraction à de tels droits intellectuels peut donner lieu à des poursuites civiles et pénales.

## **11. Droit applicable et médiation**

### **11.1 Droit applicable**

Les CGV, les relations contractuelles et prestations effectuées sont soumis au droit français. Elles sont rédigées en langue française, seule langue faisant foi en cas de litige.

En cas de litige, quelle qu'en soit la nature, pouvant intervenir entre le client et le prestataire et qui n'aurait pu être réglé par voie amiable, les parties donnent compétence aux tribunaux du lieu du siège du prestataire.

### **11.2 Médiation**

Dans l'hypothèse où le client est un consommateur et en cas de litige avec Emilie LURET, le recours au médiateur à la consommation est possible suivant les dispositions de l'article L. 612-1 du code de la consommation.

Le consommateur est défini selon le code de commerce comme toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité artisanale, commerciale, industrielle ou libérale.

Il appartient au client consommateur, après avoir tenté de trouver une solution auprès de Emilie LURET de saisir le médiateur choisi par elle.

**En cas de choix de médiation par le client Merci de contacter Emilie Luret pour les coordonnées du médiateur**

## 12. Acceptation du client

Les présentes conditions générales de vente sont expressément agréées et acceptées par le client, qui déclare et reconnaît en avoir une parfaite connaissance, et renonce, de ce fait, à se prévaloir de tout document contradictoire, et notamment, ses propres conditions générales d'achat, qui seront inopposables au prestataire, même s'il en a eu connaissance.